

La prospérité réduit l'acceptation des risques

Dans les sociétés où règne un niveau de prospérité élevé, l'on est moins enclin à prendre des risques. C'est certainement plus une question de résultats qu'une question de préférence. De bonnes conditions de vie suffisent à mener une existence normale et agréable; les personnes qui osent davantage ont gros à perdre et peu à gagner – c'est du moins l'impression que cela donne. Alors qu'aux Etats-Unis, il existe une culture du «Trial and Error» (des essais et des erreurs), ceux qui osent et qui échouent sont fréquemment montrés du doigt dans une Suisse où la tendance est à la modestie (et ceux qui gagnent sont souvent considérés avec suspicion).

Le problème se pose lorsqu'on oublie d'où vient la prospérité. Le récent débat sur l'introduction d'un revenu de base inconditionnel est un exemple révélateur. Les partisans du projet se targuaient ouvertement du fait que le revenu de base ne coûtait rien car l'argent nécessaire était de toute façon disponible. La question était juste de savoir comment répartir au mieux les fonds. Ce n'est pas un hasard si une telle idée séduit en Suisse, là où la prospérité est considérée comme une évidence depuis des décennies.

Perception faussée des risques

Les symptômes d'une société prônant le risque zéro se manifestent aujourd'hui déjà dans la manière d'éduquer les enfants.

Par exemple, les parents les emmènent de plus en plus en voiture à l'école, au lieu de les laisser faire le chemin à pied. Si les enfants jouent seuls en forêt, leurs parents seront tout de suite mis sur le banc des accusés (au propre comme au figuré) s'il devait arriver quelque chose. Il devient plus difficile d'apprendre à un enfant à se responsabiliser dès son plus jeune âge et à évaluer les risques qu'il prend.

Le principe de précaution implique de s'abstenir de toute action tant que ses risques ne sont pas totalement identifiés. Il est bien sûr difficile d'évaluer complètement les risques d'une action dès lors qu'elle n'est pas autorisée. Si le principe de précaution s'est répandu dans la société et dans le monde politique, ce n'est pas tant à cause de l'aversion au risque en tant que telle, mais plutôt d'une perception faussée des risques:

– dans un sondage effectué en Allemagne (Rosling 2014), plus de la moitié des personnes interrogées estimait que, chaque année dans le monde, le nombre de morts suite à des catastrophes naturelles avait plus que doublé au cours des 50 dernières années. Or il a diminué de plus de moitié (malgré la croissance de la population).

– aujourd'hui, le terrorisme est au centre de toutes les discussions. Mais le grand problème du terrorisme n'est pas la mise en danger de la vie ou de l'intégrité corporelle. Au cours des dernières décennies, la fréquence des attaques terroristes a diminué, tant en Europe qu'en Suisse. Il en va de même pour le nombre de morts (cf. graphique).⁴ Chaque année, la foudre tue plus que les

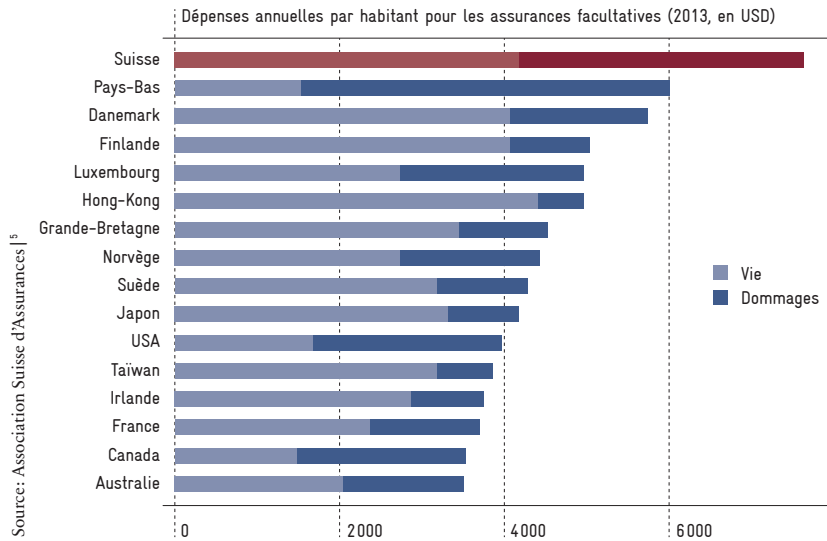
terroristes. L'omniprésence des médias relatant des actes terroristes provoque une peur latente qui rend les gens plus enclins à sacrifier une grande partie de leurs libertés pour gagner un petit peu de sécurité (supposée). Voici le véritable danger du terrorisme.

– ces dernières décennies, les procédures d'autorisation de mise sur le marché de médicaments sont devenues plus complexes et malheureusement aussi plus longues. Cela est dû à des cas de décès avec des médicaments pourtant autorisés, qui font facilement la une des journaux. Les quelques décès pouvant être évités via un processus d'autorisation plus rigoureux sont disproportionnés par rapport aux nombreux cas de décès – bien entendu pas rapportés par les médias – dus à une autorisation tardive d'un médicament efficace.

Le rôle de la politique

La politique n'échappe pas à cette perception faussée et certaines formations politiques ne se gênent pas d'en tirer profit. Si un certain risque subsiste et qu'il est monté en épingle par les médias, le monde politique se voit contraint d'agir. Des solutions doivent être trouvées quel que soit le risque résiduel. Il en résulte des réglementations qui, dans le meilleur des cas, ont une utilité et un coût moindres ou, dans le pire des cas, coûtent un saladier tout en ne servant à rien, étant donné qu'il arrive rarement qu'un scénario du pire survienne deux fois de la même manière. L'acceptation des risques résiduels, qui sont inhérents à la vie, est une dimension essentielle d'une société libérale. *LR*

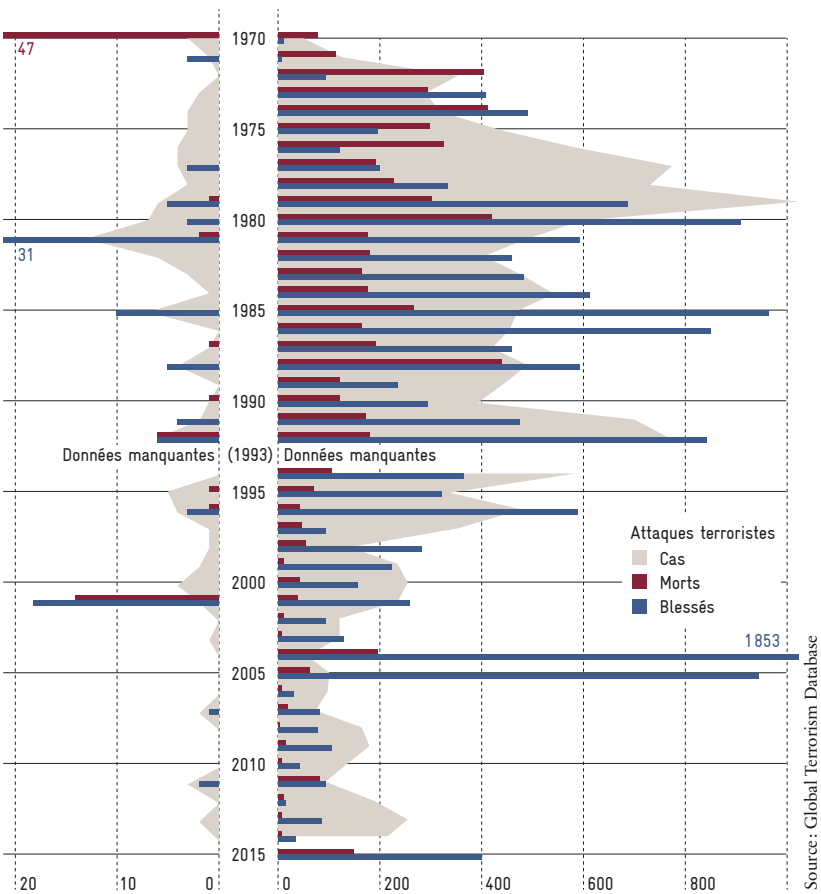
Dépenses d'assurance les plus élevées



Source: Association Suisse d'Assurances | 5

En 2014, les Suisses ont dépensé – hors AVS, LPP et assurance-maladie obligatoire – 34,2 milliards de francs pour les assurances (ASA 216: 12f), ce qui fait d'eux les champions du monde de l'assurance par habitant. Pour la même année, les montants versés par les assureurs ne s'élèvent qu'à 25,2 milliards de francs | 6, preuve d'une aversion au risque élevée. Ce qui pose encore plus problème est la perception sélective et donc asymétrique des risques. Ainsi, compte tenu de l'importante médiatisation, on a peine à croire qu'en Europe, il y a moins de morts dus au terrorisme au cours des dix dernières années que dans les années 1990.

Recul des décès dus à des attaques terroristes



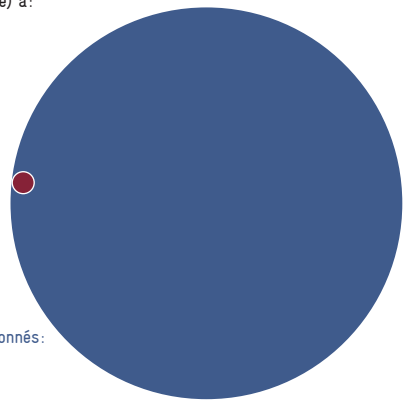
Source: Global Terrorism Database

Le principe de précaution coûte des vies humaines

La mise sur le marché d'un médicament contre le cancer avec une année de retard en raison d'une pratique restrictive pour l'autorisation de tests même (à l'échelle de la Suisse) à:

années de vie gagnées grâce au fait que des décès ont été évités durant la phase de tests à cause d'effets secondaires: **16**

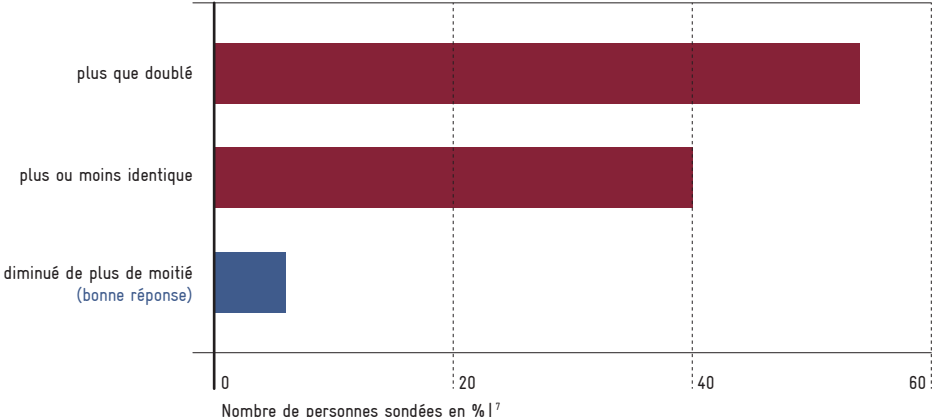
années de vie perdues à cause de traitements qui n'ont pas pu être donnés: **5 500**



Source: Stewart et al. (2015), propres calculs

Perception erronée du risque de catastrophe

A votre avis, quelle est l'évolution du nombre de morts provoqués chaque année par des catastrophes naturelles depuis 1970?



Source: www.gapminder.org | 7

2015
13.02.2011
13.02.2011
28.10.2010
08.02.2004
1995

Votation 554.
Pour la protection face à la violence des armes.
Initiative populaire

Votations 552.1., 552.2
Pour le renvoi effectif des étrangers criminels. Initiative populaire.
Contre-projet de l'initiative pour le renvoi. Référendum obl.

Votation 506.
Interdiction à vie pour les délinquants sexuels ou violents.
Initiative populaire